

## Veille internationale

### Angleterre

Selon la National Pensioners Convention (NPC), la plus importante organisation de retraités de Grande-Bretagne, les engagements en matière de soins à domicile pour aînés du parti conservateur de Theresa May auront des conséquences désastreuses. Alors que la valeur des actifs (sans la résidence) maximale garantissant la gratuité des soins est actuellement de 23 250 £, le plan du parti conservateur propose de l'augmenter à 100 000 £ en ajoutant la valeur de la résidence dans le calcul des actifs. De plus, le gouvernement pourrait récupérer les bénéfices de la vente de la résidence advenant le cas où un retraité se devait d'emprunter de l'argent pour payer ses soins à domicile, ce qui réduirait à néant le capital d'un conjoint toujours en vie ou la transmission du capital à la génération suivante. Entre 250 000 et 500 000 aînés seraient touchés par cette mesure.

<http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/conservative-manifesto-election-2017-social-care-tories-frankenstein-plan-pensioners-theresa-may-a7742226.html>

### Chili

La Corporacion de estudios para latino america (CIEPLAN) a produit un document analysant les causes du problème du financement des retraites au Chili. Trois causes sont pointées du doigt pour la faiblesse du niveau de remplacement de revenu. Premièrement, plus de 56 % des pensionnés actuels ont cotisé durant moins de 20 ans au régime. Deuxièmement, la hausse de l'espérance de vie contribue à la diminution des pensions. Ce problème est particulièrement aigu dans le cas des femmes, car elles vivent plus longtemps que les hommes et ont droit à leur retraite à l'âge de 60 ans, contrairement à 65 ans pour les hommes. Troisièmement, le taux de cotisation de 10 % est considéré comme insuffisant pour assurer un remplacement de revenu adéquat. Ce taux était de 19 % auparavant.

[http://www.cieplan.org/media/publicaciones/archivos/402/Para mejorar las pensiones aportes al debate.pdf](http://www.cieplan.org/media/publicaciones/archivos/402/Para_mejorar_las_pensiones_aportes_al_debate.pdf)

### Grèce

En mai, le gouvernement grec d'Alexis Tsipras a augmenté les taxes et a adopté de nouvelles mesures d'austérité touchant les retraites à la hauteur de 4,9 milliards d'euros à la demande de ses créanciers. Ces mesures étaient une condition fixée par ces derniers afin d'avoir accès à la prochaine tranche d'aide de 7,5 milliards d'euros ainsi qu'à un allègement de la dette. Les fédérations des syndicats des secteurs public et privé ont déclenché une grève générale de deux jours afin de manifester contre ces mesures. Celles-ci devraient permettre à la Grèce d'effectuer les deux

remboursements à la Banque centrale européenne et à des investisseurs privés prévus pour juillet. D'autres mesures d'austérité sont attendues en 2019 et 2020 alors que le gouvernement grec sera encore à la recherche de liquidités ainsi que d'allègements de sa dette. Depuis 2008, le PIB de la Grèce a fondu du quart.

<http://www.rfi.fr/europe/20170517-grece-union-europeenne-greve-generale-austerite-zone-euro>

## **Japon**

La caisse de retraite du gouvernement du Japon (GPIF), la plus importante au monde avec un actif de 1,3 mille milliards \$ É-U, a annoncé des gains de 90 milliards \$ É-U à son quatrième trimestre de 2016 grâce aux investissements faits aux États-Unis. Bien que ces investissements aient eu un excellent rendement à la suite de l'élection de Donald Trump, ils pourraient diminuer si la situation politique aux États-Unis ne s'améliore pas. Depuis un changement de politique d'investissement en 2014 initié par le premier ministre Shinzo Abe, le GPIF cherche des investissements plus risqués dans les actions afin d'augmenter les rendements, qui étaient en deçà des autres caisses de retraite importantes.

<https://www.bloomberg.com/quicktake/japans-pension-war>